

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Segolene-Royal-interpellee>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Nos dossiers et analyses > Loi de transition énergétique : suivez le feuilleton ! > **Vidéo : Ségolène Royal interpellée sur le projet de loi**

25 juin 2014

Vidéo : Ségolène Royal interpellée sur le projet de loi

Rappelez-vous... En 2011, Ségolène Royal prenait partie pour la sortie du nucléaire, s'opposait fermement à l'enfouissement et déclarait qu'elle ne céderait pas face aux groupes de pression. Interpellée par plusieurs journalistes et par le Réseau "Sortir du nucléaire" lors de sa conférence de presse organisée le 18 juin dernier, elle montre désormais un tout autre discours. Ses convictions se sont-elles dissoutes face à l'action du lobby nucléaire ?

Ségolène Royal candidate : favorable à une sortie du nucléaire "à échéance de 40 ans maximum"

En 2011, Ségolène Royal se déclarait favorable à une sortie du nucléaire en 40 ans maximum. Invitée sur Europe1, à l'occasion des primaires du parti socialiste, elle déclarait "*c'est une décision politique, il n'y a aucun obstacle technique à la sortie du nucléaire*".

"*Mon choix, c'est que l'on peut sortir du nucléaire en 40 ans*", ambitionnait la candidate à la primaire socialiste, selon qui, il faut se "*fixer un objectif ferme pour que l'ensemble de la mutation énergétique et industrielle puisse se faire dans de bonnes conditions*".

Interrogée par Greenpeace qui lui demandait dans un [questionnaire](#) si elle était favorable à la sortie du nucléaire, elle répondait notamment :

"Oui. À échéance de 40 ans maximum. Un plan d'actions sera défini dès le début du quinquennat pour rendre irréversible ce changement de la politique énergétique. Cela nécessite un effort extrêmement important en faveur de la réduction de la consommation d'énergie et des énergies renouvelables. [...]" Cette sortie progressive du nucléaire, couplée avec la préparation de

l'après-pétrole, est une chance pour la France qui doit devenir la première puissance écologique d'Europe dans le domaine des énergies renouvelables"

Et au sujet du réacteur EPR :

"Pendant la campagne de 2007, je m'étais déjà prononcée contre et si j'avais été élue, je n'aurais pas engagé ce chantier de l'EPR [...] Je propose un laboratoire et la mise en place d'une filière industrielle de démantèlement des centrales et de recyclage des matériaux, afin de sauvegarder l'emploi. [...] Je sais que cette politique courageuse pourrait me faire perdre des voix dans la marche pour les primaires. Mais c'est la preuve que je serai une présidente qui ne plie pas devant les groupes de pression et qui ne tient pas de double langage en fonction de ses interlocuteurs"

Ségolène Royal ministre : "Nous ne sortirons pas du nucléaire"

Avancer à 46 minutes pour les questions concernant l'évolution de la part du nucléaire.

En juin 2014, voilà la réponse apportée par Ségolène Royal à la question d'une représentante du Réseau "Sortir du nucléaire", qui lui demande quelle est la vision du gouvernement sur la réduction de la part du nucléaire :

"L'objectif, il a été fixé de passer de 75 % à 50 % de la part du nucléaire dans la production d'électricité et de définir le cheminement qui va nous permettre d'atteindre cet objectif. Nous ne sortirons pas du nucléaire, ce n'est pas le choix qui est fait. Je dirais même que c'est grâce à l'énergie nucléaire aujourd'hui, à la sécurité qu'elle apporte que nous pouvons accélérer et faire sereinement la transition énergétique mais bien évidemment nous devons diversifier nos sources d'énergies et la part du nucléaire devra baisser, être stabilisée puis baissée en ce qui concerne la production d'électricité. Je ne veux pas qu'on oppose les énergies les unes aux autres. Je respecte l'ensemble des points de vue mais je rappellerai que derrière la production d'énergie nucléaire il y a 200 000 emplois donc pour moi ce n'est pas une bataille dogmatique qui est en jeu, c'est de trouver des solutions fermes et claires pour faire en sorte que la France diversifie ses sources d'énergies y compris par rapport à l'énergie nucléaire."

Ségolène Royale, une personne "*qui ne plie pas devant les groupes de pressions et qui ne tient pas de double langage en fonction de ses interlocuteur*", vraiment ?

Le refus de l'enfouissement des déchets, une "conviction profonde" ?

Didier Anger, ancien député européen, se rappelle : "*À la fin des années 80, j'ai manifesté avec le mouvement antinucléaire à Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres) à ses côtés. Portée par la lutte contre l'enfouissement des déchets nucléaires, elle avait alors été élue, députée pour la première fois.*"

En 2011, Ségolène Royal s'était d'ailleurs prononcée pour l'abandon des projets de stockage en grande profondeur, en particulier sur le site de Bure.

"Nous réorienterons la recherche vers des solutions d'élimination et de retraitement. Lors des premiers enfouissements, je me souviens avoir été la seule députée du groupe socialiste à voter contre, tout le monde votant pour de pseudo "laboratoires souterrains"

, s'enorgueillissait-elle, répondant au questionnaire de Greenpeace

Nommée ministre d'un gouvernement favorable à l'enfouissement, elle ne s'exprime pas directement sur le sujet. Le 1er juin 2014, elle laisse répondre à sa place Axelle Lemaire, secrétaire d'État en charge du Numérique, qui fait savoir que

« Mme Royal réaffirme l'attachement du gouvernement au respect des principes établis par la loi de 2006 sur les déchets radioactifs. Cet attachement concerne aussi la concrétisation du projet de stockage réversible en couche géologique profonde, dit Cigéo. »

Depuis fin 2013, il y avait de sérieuses raisons de craindre que Cigéo ne soit mentionné dans la loi de transition énergétique, comme le prouvait un premier brouillon. Quelques jours avant la conférence de presse, Ségolène Royal tente de rassurer les associations, affirmant que toute mention du projet en aurait été retirée : *« s'ils veulent le faire, ils le feront, mais pas dans MA Loi ! »*. Or il s'avère que le texte prévoyait un article spécialement dédié à Cigéo !

Les associations montent au créneau et interpellent Ségolène Royal, [les médias s'en mêlent](#). Quelques jours après, on annonce que l'article en question a été retiré. Et la ministre de faire cet "aveu" :

"Ma conviction profonde, c'est qu'on n'a pas examiné non plus toutes les alternatives à la technologie concernant le stockage des déchets radioactifs. Il y a notamment une technique de stockage par subsurface que je souhaiterais voir examinée avant de prendre des décisions irréversibles comme l'enfouissement souterrain de déchets radioactifs."

Qu'en penser ? L'ultime conviction profonde de la ministre qui "ne tient pas de double langage en fonction de ses interlocuteurs" finira-t-elle aussi par se dissoudre face à l'attaque des lobbys du nucléaire ? À suivre...